

Finances publiques : FO exige « le retrait » du projet de Nouveau réseau de proximité

Le syndicat Force ouvrière s'oppose au projet de nouvelle carte d'implantation des finances publiques, dont les premières mesures doivent s'appliquer dès le 1^{er} janvier 2021. Il a décidé de boycotter le comité technique local organisé hier.

Le syndicat Force ouvrière des Finances publiques a annoncé hier matin qu'il boycotterait le comité technique local organisé dans l'après-midi. Ce refus de siéger, après lecture d'une position liminaire, s'explique par son opposition au projet de Nouveau réseau de proximité, sur lequel FO avait déjà exprimé son désaccord en juin 2019. « Malgré la crise sanitaire, ce projet n'a pas été suspendu », regrette la secrétaire, Rachel Sugneau, avant de rappeler les grandes lignes de cette réforme. Elle verrait d'abord la création, au 1^{er} janvier 2021, d'un unique Service des impôts aux entreprises dans le département, à Saint-Dizier, qui réunirait 20 agents venus également de Chaumont et de Langres.

« Purement budgétaire »

Ensuite, à l'horizon 2022, toutes les trésoreries auront disparu, remplacées, dans les plus petites communes, par des accueils de proximité dans les « maisons de services ». Pour le sud du département, les missions de gestion comptable actuellement assurées par quatre trésoreries reviendront, à compter du 1^{er} sep-

tembre 2021, au service de gestion comptable de Langres. « Là où il y avait quatre comptables, qui accompagnaient les collectivités pour l'élaboration des budgets, il y a aura des « conseillers aux décideurs locaux », à Prauthoy, Chalindrey, Langres », explique Rachel Sugneau. « Mais personne en Haute-Marne ne veut du poste de Chalindrey, c'est pourquoi un appel à recrutement a été lancé via une bourse nationale, pour recruter un collègue qui ne connaîtra ni le territoire, ni les élus. »

Pour FO, qui rappelle que le nombre d'agents en Haute-Marne est passé de « 300 il y a trois ans à 248 aujourd'hui », ce projet n'est qu'une réforme « purement budgétaire », destinée notamment à faire peser sur les collectivités les charges des « accueils de proximité ». Il est « pensé par des personnes qui n'ont aucune difficulté dans l'utilisation d'Internet ou pour s'approprier les nouvelles technologies, qui n'ont aucun souci de déplacements et qui vivent toutes dans les métropoles ».

Dix-neuf sites et non douze

Alors que « les gens ont besoin d'être rassurés par un interlo-



Rachel Sugneau et Matthieu Testart représentent FO au comité technique local des Finances publiques.

uteur qui soit en face d'eux », estime Rachel Sugneau, avec cette réforme dont le syndicat exige « le retrait », « on fragilise encore plus les gens qui en ont le plus besoin », regrette Matthieu Testart, autre représentant FO Finances publiques. En juin 2019, répondant aux propos tenus par Force ouvrière, la directrice départementale des Finances publiques*, Annie Cabrol,

expliquait que le projet avait au contraire pour but de « renforcer le service aux élus et le service aux usagers », et mettait en avant la présence de 19 sites d'accueil de proximité, en lieu et place des douze trésoreries comme actuellement.

L. F.

* Direction qui a quitté, voici quelques semaines, ses locaux de la rue Bouchardon à Chaumont pour la rue de Lorraine.

« Ça ne fera pas venir 50 familles »

L'arrivée, annoncée en octobre, d'un nouveau service « déconcentré » à Chaumont, à l'horizon 2022, laisse toujours de marbre FO. « Je note qu'on parlait de 50 emplois, c'est passé à 20 », fait remarquer Rachel Sugneau, selon laquelle il s'agirait d'une antenne d'un service d'impôts aux entreprises d'une métropole. « Ça ne fera pas venir des familles, car les agents n'ont pas l'obligation de se déplacer pour leurs missions », explique la secrétaire du syndicat. Et « ce n'est pas un service qui profitera aux usagers », ajoute Matthieu Testart.